



YouTube



Dimanche

5 mai 2024

15 pages

No. 621

Gratuit

EXCLUSIF

Effondrement d'une maison à Tranquebar

Négligence insouciance de la NDU !

• La NDU, en tant qu'employeur, avait été avertie du danger et des risques liés aux travaux de démolition dans une lettre datée du 1^{er} avril 2024 par le contracteur, soit la direction de la compagnie EDCC

• « The Contractor notifies the Project Manager that flooding and/or substantial increase in water level in the channel will inevitably cause this poor fill material to be washed off... »

• « ...pursuant to Sub-Clause 11.1, the risk of damage from flooding and/or increases in water level in the channel, which is the unavoidable result of the works, remains an Employer's Risk for which the Contractor cannot be held responsible »



Post 1^{er} mai

LA VICTOIRE

Navin Ramgoolam : « Nos mesures ont été très bien accueillies »

Duel à distance entre Pravind Jugnauth et Sherry Singh

L'affaire Angus Road revient à la surface

■ « Si mo kozé, li pas pou kapave montré so figir », dit l'ex-CEO de Mauritius Telecom



Liverpool fera face à Tottenham

Téléchargez

vosre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



www.sundaytimesmauritius.com



facebook.com/sundaytimes.official



[sundaytimes75](https://instagram.com/sundaytimes75)



[SundayTimes75](https://twitter.com/SundayTimes75)



Whatsapp Info 5 255 3635



BioMix



New Generation Cooking,
Hot & Cold Functions,
Stewing, Braising,
Steaming, Blending
Dry & Wet Grinding,
Smoothie, Porridge,
Hot Soup, Ice Crushing
and many more.

300°C
Resistance to cold
and heat shock

Five Layers
Composite Cup

Health
Thickened
Borosilicate
Glass



1250ML
Hot Drink



1500ML
Cold Drink

- 1 Trace element layer
- 2 Antioxidant ion layer
- 3 Nanoglobulin layer
- 4 Water molecule activated layer
- 5 Harden tempered layer



Represented by

MULTI HOUSEWARE Co. Ltd

1st Floor - Madeleine House 54, SSR street, Port-Louis.

Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Effondrement d'une maison à Tranquebar

Négligence insouciance de la NDU !



Grosse négligence. C'est ce qu'on peut déduire à la lumière d'une lettre dont nous avons une copie en notre possession et dont nous révélons la teneur dans la présente édition. Alors que le contracteur était jusqu'ici pointé du doigt, une lettre datée du 1^{er} avril 2024 et adressée au ministère des Infrastructures nationales et plus précisément à la NDU, soit une vingtaine de jours avant l'effondrement de la maison de la famille Ramsahye à Tranquebar et exposant deux autres maisons à de graves risques d'écroulement lors des pluies diluviennes à Port-Louis le 21 avril dernier, change toute la donne.

Dans cette correspondance, le contracteur, à travers le 'Managing Director', le Dr Seeva Durmoo, d'EDCC, informe l'employeur en l'occurrence la 'National Development Unit' (NDU) du ministère des Infrastructures Nationales, que les travaux de démolition ayant eu lieu dans les zones 3 et 2 ont exposé une mauvaise qualité de remplissage à l'arrière du mur de soutènement. Ainsi, le contracteur, soit EDCC, met en garde la NDU qu'en cas de montée des eaux ou d'inondations, la conséquence serait inévitablement désastreuse car le remplissage allait être lessivé.

« The Contractor notifies the Project Manager that flooding and/or substantial increase in water level in the channel wil inevitably cause this poor fill material to be washed off. The same situation will be encountered in Zone 7 when the antique stones are removed, and on other Zones when demolition works proceed », soutient le directeur d'EDCC dans cette lettre. Il avance plus loin que : « The Contractor highlights to the Project Manager that pursuant to Sub-Clause 11.1 (Employer's Risks), the risk of damage from flooding and/ or increases in water level in the channel, which is the unavoidable result of the works, remains an Employer's Risk for which the Contractor cannot be held responsible ». Et de préciser que « The Contractor also highlights that reinstatement of the poor fill material to compacted engineering fil lis not included ij the scope of works and shall thus not be undertaken ».

Ce qui nous ramène à l'interrogation principale qui demeure sur toutes les lèvres depuis les malheureux incidents survenus à Tranquebar le 21 avril dernier. À qui la faute ? Le contracteur était, dès le départ, pointé du doigt dans cette affaire. Mais, à la lumière de cette lettre, il est évident que le contracteur avait assumé sa part de responsabilité en tenant la NDU informée des risques liés aux travaux de démolition du mur de soutènement. Un avertissement qui aurait dû logiquement pousser les autorités à réagir en prenant des actions préventives. Mais le ministère des Infrastructures nationales, dont le ministre de tutelle est Bobby Hurreeram, ne semble pas avoir pris les

devants en relogant temporairement les habitants ailleurs, par exemple. Sa responsabilité et sa conscience sont donc engagées.

« Nou deza ena ene lenket kin fini démarré par le PS du ministère. Seki ine fauté pou bizin payé ». C'est ce qu'avait dit le ministre Bobby Hurreeram le 22 avril 2024 en se rendant sur les lieux. Cette enquête a-t-elle abouti ? La lettre de l'EDCC à la NDU a-t-elle été prise en considération ? Les fautifs seront-ils sanctionnés ? Et le ministre, en tant que responsable de ce ministère, assumera-t-il lui aussi ses responsabilités ?



EDITO



Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

« Mo madam »

« *Mo madam fer zot trembler* ». C'est Pravind Jugnauth qui l'a dit à Vacoas le 1^{er} mai. Ce faisant, le Premier ministre a propulsé son épouse Kobita sur le devant de la scène politique. Mais il a surtout laissé échapper un détail de taille. Un détail qui résume, à y voir de près, son primeministership. Il a avoué, indirectement, que ce n'est pas lui, en tant que chef de gouvernement, qui donne des sueurs froides à ses adversaires, mais que c'est plutôt sa tendre moitié qui tiendrait ce rôle. Un aveu de faiblesse extrême, à un moment crucial du calendrier électoral. D'autant qu'il conforte ceux de l'opposition et de la presse dans leur argument à l'effet que c'est son épouse qui tire les ficelles du gouvernement. D'où le nom de « *Lakwizinn* » attribué, non pas au Conseil des ministres, mais à une équipe parallèle composée de non-élus, proches du couple Jugnauth, qui est dans tous les secrets, décide du sort du pays et tient en otage l'avenir de nos enfants et petits-enfants.

Roshi Badhain et Sherry Singh connaissent très bien ce mécanisme, ayant fait partie de cette clique qui présidait la destinée des Mauriciens. N'oublions pas que le « *Maharaja* » avait même comparé Kobita Jugnauth à « *Lady Macbeth* ». Une allusion somme toute surprenante, puisque ce personnage shakespearien, outre d'avoir pris le destin de son mari en main, avait aussi du sang sur les mains. Bref, s'ils parlent de « *Lakwizinn* », c'est que « *Lakwizinn* », il y a. Et s'ils disent que Kobita Jugnauth est synonyme de cette « *Lakwizinn* », c'est qu'ils parlent en connaissance de cause. C'est cette même « *Lakwizinn* » qui est aussi responsable du « *pouvoir cadennassé* » dont fait souvent état Nando Bodha, ancien stratège du MSM. D'où l'obligation que certains gravitant dans les arcanes du pouvoir ressentent de se faire voir et approuver par la cheffe de « *Lakwizinn* ».

Plus comique, certains et certaines vont jusqu'à la traiter de « *Lady* » ou « *First Lady* » alors qu'elle n'est ni l'une ni l'autre, contrairement à sa belle-mère. Les « *remerciements* » de Vikram Hurdoyal au Premier ministre et à son épouse après sa révocation (!) pour leur confiance précédemment placée en lui, sont tout autant révélateurs. Pourquoi remercier l'épouse du Premier ministre qui n'est pas censée être liée aux décisions gouvernementales ou premier-ministérielles, encore moins lorsqu'il s'agit de nommer ou de révoquer un ministre ? D'autant plus quand on vient de se faire virer sans en avoir été informé ? À vrai dire, l'épouse du Premier ministre ne fait pas trembler les adversaires politiques de son époux, mais bien ceux qui adhèrent à « *Lakwizinn* » dont elle serait la seule maîtresse. Car ces derniers craignent de s'en faire éjecter.

Duel à distance entre Pravind Jugnauth et Sherry Singh

L'affaire Angus Road revient à la surface



Contre toute attente, ce n'est pas envers son adversaire principal et challenger direct que Pravind Jugnauth a été le plus virulent lors de son meeting du 1^{er} mai, mais contre le « *Maharajah* ». Entendez par là, Sherry Singh, ancien CEO de Mauritius Telecom, ex-chairman du « *Transformation Steering Committee* » d'Air Mauritius et aussi « *Special Advisor* » du Premier ministre. Ce dernier s'est ainsi intéressé aux comptes bancaires par milliards de roupies de Sherry Singh et de son épouse à Dubaï. « *Mo pou éclate li* », a menacé le Premier ministre.

La réplique n'a pas tardé. Jeudi dernier, face à la presse, Sherry

Singh a, sans surprise, démenti les allégations de Pravind Jugnauth. « *Ni mo finne ena, ni mo ena ene compte bancaire dehors* », a-t-il répliqué. Mais ce sont surtout ses interrogations adressées au chef du gouvernement qui ont retenu le plus l'attention. Des questions auxquelles il dit espérer avoir des réponses très prochainement. Il veut d'abord savoir si Pravind Jugnauth a un prête-nom en Angleterre, et si ce prête-nom l'a aidé pour faire du *business*. Il a même donné un indice : ce *business* aurait eu lieu pendant la Covid-19.

Sherry Singh a également voulu savoir si Pravind Jugnauth a acheté un appartement en Angleterre lorsque sa fille étudiait dans ce pays. Et pour enfoncer le clou, l'ex-membre de *Lakwizinn* a annoncé qu'il s'attaquera bientôt au dossier Angus Road. Celui-ci ferait donc l'objet de ses nouvelles dénonciations. Selon les premières indications, il



paraît que ce prête-nom ne serait autre qu'Alan Govinden, décédé le 3 novembre 2021. Alors qu'on croyait qu'il avait emporté avec lui les secrets d'Angus Road, tel ne semble plus être le cas. Il faudra néanmoins attendre pour en savoir plus.

Sherry Singh a, par ailleurs, critiqué les commentaires de Pravind Jugnauth « *contre bane madame* ». « *Si so banne attaques contre madame continuer pendant élections générales, li pas pou capave montrer so figure* », a-t-il averti, sans donner plus de détails et en affirmant par la suite aux journalistes qu'il ne frapperait pas sous la ceinture.

Post-1^{er} mai

Jocelyn Chan Low évoque la possibilité « de tournures extraordinaires » à l'approche des élections

Cette année revêt une importance cruciale, comme le souligne Jocelyn Chan Low, historien, en raison de la perspective des élections générales qui approchent. Il offre une analyse perspicace des enjeux entourant les événements politiques qui ont eu lieu le 1^{er} mai, avec le gouvernement à Vacoas et l'opposition à Port Louis. Pour les partis politiques, il s'agit d'un moyen de démontrer et d'évaluer leur assise et leur popularité sur le terrain.

Jocelyn Chan Low, historien et observateur politique, estime qu'à l'approche des élections générales, il y a d'importants mouvements dans l'histoire du pays, avec des tournures politiques extraordinaires, car c'est le moment où les travailleurs réfléchissent à leurs problèmes. Cette année, les rassemblements du 1^{er} mai marquent véritablement le début de la campagne électorale pour des élections générales imminentes.

Selon notre interlocuteur, le but des meetings était de faire comprendre les objectifs de l'opposition et du

gouvernement. Il note que l'opposition a pu réunir une bonne foule malgré le retard dans la mobilisation et du départ du PMSD de balliance. Et surtout dans un contexte où les gens ne se déplacent pas beaucoup pour assister aux meetings. Par contre, le rassemblement du gouvernement à Vacoas ne le surprend pas, surtout avec les moyens dont il dispose. Cependant, il affirme que c'est difficile de mesurer précisément l'affluence, car les reportages et les photos peuvent être manipulés avec la technologie moderne.

En ce qui concerne le style, Jocelyn Chan Low pense qu'il est normal que l'opposition critique le gouvernement, mais qu'elle doit également proposer des solutions. Ce qu'elle a fait en dévoilant les 20 mesures phares qui étaient annoncées et attendues, notamment en ce qui concerne les problèmes démographiques tels que la baisse de la natalité. Mais, prévient-il, le gouvernement va répliquer avec le prochain budget qui contiendrait, selon lui, des mesures visant à amadouer l'électorat.

UP

A l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse (3 mai), les journalistes palestiniens de Gaza ont été reconnus pour leur bravoure et leur dévouement à la cause. L'Unesco a décerné son prestigieux Prix mondial de la liberté de la presse à ces professionnels, soulignant ainsi leur résilience face à des circonstances dramatiques. Dans un monde où la vérité est souvent éclipsée par le conflit, leur engagement indéfectible en faveur de l'information et de la libre expression représente un phare d'espoir. Leur sacrifice pour documenter la crise actuelle à Gaza est une contribution inestimable à la quête de justice et de paix.



A ÉTÉ DIT



« Il (NDLR : Pravind Jugnauth) fait des attaques en dessous de la ceinture. Il va continuer avec cela. Il continue de menacer et semer la peur. Pour lui, les personnes qui ne sont pas d'accord avec lui sont des antipatriotes. Il doit comprendre qu'il n'est pas propriétaire du pays. C'est un début de campagne entre les deux blocs. C'était un peu terne à Vacoas comme il fallait s'y attendre. Il n'y a rien de nouveau sauf quelques menaces. Au niveau de Port-Louis, c'est une jolie réussite de mobilisation malgré les difficultés. »

Malenn Oodiah
Radio Plus
Mercredi 1^{er} mai 2024

Rectificatif

Des propos ont été attribués à tort à Jean-Claude de l'Estrac dans l'édition précédente. Ces propos ont en fait été tenus par Subash Gobin sur Radio Plus dans l'émission 'Au Cœur de l'Info' le 24 avril 2024. Nous nous excusons pour tout inconvenient.

C'EST ÉCRIT

Quelle est la relation entre la couverture médiatique et le ton négatif ou le langage agressif en politique ? Selon une récente étude journalistique, les politiciens qui utilisent la négativité, surtout de manière incivile, sont les plus susceptibles de recevoir une couverture médiatique aux heures de grande écoute. Cette visibilité médiatique semble encourager un comportement encore plus négatif [...] Ainsi donc pour attirer les feux des projecteurs, les politiciens tendent à adapter leur comportement pour attirer l'attention des médias, ce qui signifie souvent escalader les conflits ou augmenter la valeur de divertissement. Ce qui pourrait alors expliquer les dérapages des uns au Parlement ou sur les estrades du 1^{er} mai.



Nad Sivaramen
L'Express
Samedi 4 mai 2024

DOWN

Democracy,
Human Rights,
and Labor



La situation des Droits de l'homme n'a pas beaucoup évolué durant l'année écoulée à Maurice. L'US Country Report 2023, publié le 23 avril par le Bureau of Democracy, Human Rights, & Labor des États-Unis, met en lumière les déficiences persistantes dans plusieurs aspects de la société mauricienne. Il pointe du doigt les lenteurs de l'enquête sur le meurtre de Soopramanien Kistnen, mettant en évidence des lacunes dans l'application de la loi à Maurice. Il souligne également le peu de changements concernant des problèmes persistants tels que les arrestations arbitraires, la discrimination au travail et la violence domestique, mettant en exergue un besoin urgent d'amélioration dans la protection des droits fondamentaux dans le pays.

PHOTO DU JOUR



Après avoir mené une longue carrière dans le journalisme et s'être montré critique envers le Premier ministre et son gouvernement, Jugdish Joypaul a décidé de rejoindre le MSM. L'annonce a été faite par Soodesh Callichurn lors du meeting de l'alliance Morisien à Vacoas le 1er mai.



Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.
Faites nous parvenir vos infos, photos,
vidéos ou doléances.
Elles seront traitées en toute
confidentialité et seront publiées dans
le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY
TIMES

Political Financing Bill

Timing, motif et mode mis en cause

L'ébauche du 'Political Financing Bill', qui a été rendue public au cours de cette semaine, ne fait pas l'unanimité, plus particulièrement au sein des partis traditionnels du pays. Est-ce que le gouvernement compte revenir avec le même texte de loi qui avait été rejeté par les membres de l'opposition en 2019 ? Est-ce que le gouvernement réussira à contrôler les 'bazes' et les dépenses encourus pendant la campagne électorale ? Sur quels critères et pourcentages de vote le gouvernement financera les partis politiques ?

Piège ?

L'un des principaux dirigeants de l'Union Moris, Me Rama Valayden, ne passe pas par quatre chemins pour soutenir que le gouvernement ne peut revenir avec un projet de loi concernant le financement des partis politiques. « C'est non seulement du bluff, mais aussi un piège », dit-il. Pour lui, le gouvernement, qui est en train de leurrer la population et les partis politiques, a un agenda mafieux. Pour étayer ses dires, Me Rama Valayden fait état des dépenses encourues par le gouvernement à la veille et pendant l'organisation du meeting du 1^{er} Mai à Vacoas. Selon ses dires, il aurait acheté pour des millions de roupies d'oriflammes et de banderoles, entre autres, pour le rassemblement à Vacoas. « Gouvernement

finne aussi dépenses beaucoup l'argent pour créer banne bazes et servi banne équipements, vans et autobus, minibus pour amene dimounes dans meeting. Tous ca li illégale ça. Si tous ca arrêté avec un nouveau Le nouveau 'Political Financing Bill' qui pas pou faire l'unanimité, partis traditionnels zotte nates dans coupo de vent et zotte pas rassembler beaucoup dimounes dans zotte meeting ou autres », souligne-t-il.

D'autre part, l'homme de loi fait comprendre que tous les partis politiques doivent présenter leurs bilans financiers et être 'accountable' envers l'État et la population, soit en termes des dépenses quand la loi du 'Political Financing Bill' sera votée, surtout quand il s'agira de la tenue des élections générales dans le pays. L'ancien député et ambassadeur Alain Laridon, laisse entendre que depuis plus de 25 ans, « nous avons développé une culture qui n'est pas correcte ». A cet effet, il précise que le conglomérat réserve un budget pour financer les 'mainstream' ou les partis traditionnels du pays. « Les grandes entreprises accordent une somme colossale à chaque 'grand parti', et cela au détriment des 'petits partis politiques'. Or, Elles font le lobby avec les partis traditionnels, et cela n'est pas sain. C'est injuste pour la démocratie », déclare-t-il.

Monitoring par un juge retraité

Il poursuit en disant qu'il faut passer une législation pour pouvoir contrôler les donations des grandes entreprises aux partis politiques. « Banne partis politiques bisin accountable vis-à-vis le peuple et zotte bisin dire qui chiffres zotte finne gagné avec banne conglomérats », souhaite-t-il. Dans la foulée, il soutient que si l'État finance les partis politiques, ces derniers n'auront aucun droit de bénéficier d'argent avec le secteur privé ou autres. « Il faut mettre un bon ordre dans tous cela. Tout subside qu'un parti politique obtiendrait du gouvernement doit être déclaré publiquement. La transparence est nécessaire aux yeux des membres du public. Ce sera bon pour la démocratie », estime-t-il. Alain Laridon estime ainsi qu'il faut une autorité crédible pour le « monitoring » du financement des partis politiques par le gouvernement. « Ene juge en retraite li mieux placé pour monitor qui parti finne gagne qui quantité pourcentage des votes après élections et combien li mérité pou gagner par le gouvernement », dit-il.

Par ailleurs, l'ancien député fait comprendre que selon lui, le système électoral de la France est meilleur que celui de Maurice et des autres pays du monde. Il précise que si un parti politique remporte 5%, il est éligible pour obtenir

l'argent de l'État.

Le président du 'Mauritius Labour Congress' (MLC) Haniff Peerun, fait d'emblée ressortir que le gouvernement ne peut financer les partis politiques avec l'argent des contribuables. Il explique que plus de 90% des candidats des partis traditionnels ont un emploi plus ou moins permanent. « Certains sont avocats, avoués, médecins, éducateurs ou hommes d'affaires. Les partis politiques ont un fonds avec lequel ils peuvent financer leurs candidats lors des élections générales », dit le syndicaliste. « Cotte ena l'argent ena corruption », ajoute-t-il.

Selon Haniff Peerun, beaucoup de parlementaires ont un double emploi. « Outre les salaires que ces derniers obtiennent en tant que professionnels, ils bénéficient aussi de salaires princiers en tant que membres de l'Assemblée nationale », explique-t-il. D'autre part, le syndicaliste fait ressortir que le secteur privé, qui finance les partis politiques, bénéficie aussi de 'dividends' et de facilités avec le ou les partis au pouvoir. Par ailleurs, le président du MLC affirme que les pays étrangers ne peuvent financer les partis politiques à l'approche des élections générales. Par la même occasion, il soutient qu'il faut revoir certaines sections de la Constitution concernant le mandat d'un député.

Fezal Jeerooburkhan : « Les campagnes électorales traditionnelles sont dépassées et responsables d'un gaspillage considérable »

Selon l'observateur politique Fezal Jeerooburkhan, le financement des partis politiques traîne depuis des années. Sur les 12 élections législatives depuis l'indépendance, aucun cadre légal n'a été établi pour contrôler financièrement les activités des partis politiques. Ces derniers n'ont même pas de statut légal, contrairement à d'autres organisations ou associations enregistrées auprès du 'Registrar of Association', dit-il. « Malgré la production de nombreux rapports, dont ceux de la commission Sachs en 2001, de la commission Ivan Collendavello en 2004, du rapport Carcassonne en 2011, du rapport Sithanen en 2012 et du rapport d'un comité ministériel présidé par Xavier Duval en 2015, aucune volonté politique réelle et sincère n'a émergé pour les mettre en œuvre », déclare-t-il. Il est d'avis que tous les partis politiques ont profité de l'absence d'une telle législation pour remplir leurs caisses sans aucun contrôle de l'État. À l'instar du « bâtiment de la honte » qui sert de quartier général au MSM. Il reconnaît donc l'importance d'une loi sur le financement des partis politiques pour des élections libres et équitables, pour nettoyer l'influence de la 'money politics', pour lutter contre la corruption, le blanchiment d'argent et pour renforcer

la transparence et la démocratie.

« En 2019, à six mois des élections législatives, le même projet de loi sur le financement politique a été abandonné faute d'obtenir la majorité des trois quarts des votes au Parlement. Ensuite, il a été mis de côté tout au long du mandat pour réapparaître subitement en 2024, quelques mois seulement avant les élections, pour des raisons purement politiques. Il est difficile de déterminer les véritables intentions derrière cette décision. Cependant, les consultations publiques, les publications sur Internet sur le site du PMO et les recherches de l'avis du public sont intrigantes, car ce gouvernement n'a pas l'habitude de consulter la population avant de proposer une nouvelle loi, comme le démontre les nombreux projets de loi passés récemment », soutient Fezal Jeerooburkhan.

Selon l'observateur politique, les motifs peuvent varier de l'un à l'autre. « Avec l'opacité entourant ce projet de loi, nous ne pouvons que spéculer sur les motivations. Il est possible que cela vise à brouiller les pistes autour des propositions de l'alliance de l'opposition parlementaire et des alliances extraparlémentaires. Ou encore, cela

pourrait viser à convaincre les électeurs que l'alliance au pouvoir a de bonnes intentions et veut absolument résoudre certains problèmes pour renforcer la démocratie, la bonne gouvernance, la transparence, la reddition de comptes, etc., des notions qu'ils ont largement ternies et perverties tout au long de leur mandat. Ils accuseront ensuite l'opposition parlementaire lorsque les projets de loi seront rejetés faute des trois quarts des votes au Parlement », avance Fezal Jeerooburkhan.

D'ailleurs, ajoute-t-il, la proposition d'un seuil de Rs 1 million par candidat (Rs 1,5 million pour les candidats privés) par circonscription et de Rs 1 million pour le parti dans chaque circonscription dépasse la centaine de millions de roupies. Le mécanisme à mettre en place pour contrôler ces financements coûtera quelques dizaines de millions de roupies supplémentaires. « La fraude, la corruption et l'utilisation de l'argent sale seront toujours d'actualité. Nous n'aurons pas beaucoup progressé », se désole-t-il.

Proposition

Think Mauritius, dont Fezal Jeerooburkhan fait partie, a proposé une nouvelle approche pour organiser

les campagnes électorales, éliminant ainsi le besoin de financement des partis politiques, nous avoue-t-il. « Nous avons suggéré l'utilisation de la chaîne 46 de la MBC, sous-utilisée, pour diffuser les messages des candidats politiques potentiels à raison de quatre présentations télévisées de 30 minutes par jour pendant 4 à 6 mois avant la date des élections. Ces campagnes télévisées présenteraient l'avantage d'être plus civilisées, plus propres et plus efficaces, à un coût négligeable. Elles toucheraient quotidiennement des centaines de milliers de personnes dans l'intimité de leur foyer familial. Les avantages de cette proposition sont multiples : renforcement de la démocratie et de la transparence, communication nettement plus efficace, chances égales pour tous les candidats, public varié incluant les jeunes et les femmes, éducation civique et politique des citoyens, absence de dérapages verbaux, réduction de la pollution sonore et visuelle, et élimination de la nécessité de financement. Pour cela, les partis politiques devront s'enregistrer auprès du 'Registrar of Associations' et se conformer aux directives de l'Electoral Supervisory Commission', qui devra être dotée de plus de pouvoirs. Un comité national décidera des modalités », explique-t-il.

Opération coupe riban

La série des inaugurations se poursuit

Vous avez sûrement remarqué que le Premier ministre, Pravind Jugnauth, multiplie les sorties et les inaugurations à tout-va à travers l'île ces derniers temps. Une stratégie qui n'est pas innocente à l'heure du bilan et à l'approche des prochaines élections générales. D'ailleurs, les autorités ont donné, dernièrement, un coup d'accélérateur à tous les projets mis en veilleuse ou qui ont accumulé du retard. Ceux-ci progressent à vue d'œil. Le complexe sportif de Plaine-Verte, annoncé depuis plusieurs budgets mais dont la construction récemment démarré et qui bouge désormais à vitesse grand V en est l'illustration. Il est évident que tout est mis en œuvre pour que Pravind Jugnauth coupe autant de rubans que possible avant la dissolution de l'Assemblée nationale. Ce qui leur donnerait alors l'occasion de, non seulement se targuer d'avoir un bilan, mais aussi de cibler ses adversaires, dont son principal challenger : Navin Ramgoolam. Ci-dessous, quelques exemples...



Inauguration du MUGA

à Beau-Vallon

Le Premier ministre a procédé à l'inauguration du MUGA le 24 avril dernier à Beau-Vallon. En mettant l'accent sur l'importance de pratiquer une activité physique, le chef du gouvernement en a profité pour lancer un avertissement à peine voilé à ses adversaires. « Vous avez vu que j'avais enfilé des gants de boxe. Vous verrez comment je vais mettre mes adversaires KO », a-t-il déclaré.

Inauguration de la Mediclinic à Bel Air

Encore une fois, lors de cette inauguration, Pravind Jugnauth n'a pas mâché ses mots contre l'ancien Premier ministre Navin Ramgoolam. Il a égratigné son principal adversaire, le leader des rouges, en soulignant qu'avec l'argent saisi des coffres de ce dernier, il aurait pu construire quatre Mediclinics supplémentaires, alors qu'entre 2005 et 2014, aucun hôpital n'a été construit. « Nous ne gardons pas l'argent de la population dans les coffres », a-t-il affirmé, ajoutant que les Rs 90 millions dépensés par l'État pour la construction de cette infrastructure sont de l'argent public dépensé à bon escient. Dans la même veine, il n'a pas hésité à s'en prendre à Navin Ramgoolam en déclarant à la population que s'ils s'adonnent à des activités physiques et ont une alimentation saine, il n'y aura aucune nécessité de faire le tour des hôpitaux. « Pas besoin de fumer des cigares, de boire du Blue Label et de faire la fête jusqu'à trois heures du matin », a-t-il lancé.



Inauguration d'un Village Hall et d'un Mini Soccer Pitch à l'Espérance

Cela ne s'arrête pas là, le Premier ministre a procédé à l'inauguration d'un Village Hall et d'un Mini Soccer Pitch à l'Espérance le 28 avril dernier. Répondant à une question de la presse, le Premier ministre a nié les propos de Navin Ramgoolam en affirmant qu'il n'avait jamais fait allusion à la présence d'un invité surprise. Par ailleurs, le chef du gouvernement a soutenu qu'il n'y avait pas de négociations entre le MSM et le PMSD.



Post inondations

Vassen Kaupaymuthoo réclame plus de transparence concernant les zones à risque

Une fois de plus, le système de drainage du pays laisse à désirer. Bien que des contrats de plusieurs milliards de roupies soient alloués chaque année pour la construction et l'aménagement des drains, les inondations sont désormais récurrentes dans presque toutes les régions de l'île. Selon Vassen Kaupaymuthoo, océanographe, il est impératif de relocaliser les habitants des zones à risque. Il propose trois options à considérer : premièrement, informer les personnes résidant dans ces zones des risques encourus. Deuxièmement, évaluer le niveau de danger auquel elles sont exposées. Si la zone est inondable mais que la vie des habitants n'est pas directement menacée, ces derniers pourraient être invités à signer une décharge de responsabilité et à construire leur maison sur pilotis, voire à aménager leur terrain en bassin de rétention d'eau. Troisièmement, dans le cas où la sécurité des habitants est compromise, avec le risque d'effondrement sur d'autres habitations, le gouvernement devrait émettre un ordre d'évacuation et fournir un logement de remplacement.

« Il est crucial de prendre des décisions rapidement, car la situation s'aggrave d'année en année de manière exponentielle », dit l'océanographe. Réagissant à la réticence du gouvernement à rendre public le rapport sur les zones inondables en raison des implications financières, il souligne que

bien que cela puisse entraîner une baisse de la valeur des terres, il est essentiel de rendre la cartographie publique afin d'alerter les personnes concernées et de préserver des vies.

« Des mesures doivent être prises à court terme, moyen terme et long terme. À court terme, il est nécessaire d'intervenir immédiatement lors des inondations, de débloquer les drains, de déployer des équipes sur le terrain et d'avertir la population pour qu'elle mette ses biens à l'abri et assure sa sécurité. À moyen terme, des solutions alternatives doivent être envisagées pour reloger les habitants des zones à risque. À long terme, une planification détaillée est nécessaire, tenant compte des zones devenues inhabitables en raison du changement climatique, et excluant ces zones du développement. Une planification territoriale globale est indispensable », explique l'expert.

En ce qui concerne les zones inondables, il estime qu'il est important de noter qu'elles incluent les flancs de montagne, les zones côtières, la capitale et les zones riveraines, entre autres, et qu'il est crucial que la population évite de construire sur les drains, près des cours d'eau, et veille à ne pas obstruer les voies d'évacuation des eaux. La priorité devrait être mise sur la libre

circulation de l'eau. « Le changement climatique représente un défi majeur et il est impératif d'agir rapidement pour éviter des conséquences désastreuses à l'avenir. Malgré les réserves légales interdisant la construction sur les rives des rivières, des infractions persistent. Port-Louis est une zone qui représente un danger aujourd'hui par rapport au changement climatique, et qui deviendra

de plus en plus inhabitable », affirme-t-il.

Selon lui, les drains seuls ne sont pas la solution, et si on essaye de mettre des murs, cela va augmenter les problèmes d'inondations. Il est d'avis que le 'Land and Drainage Masterplan' ne traite qu'un seul aspect du changement climatique, en particulier le drainage des eaux, mais qu'il présente d'autres problèmes tels que les

vagues de chaleur. « Même le taux d'humidité est très élevé, ce qui augmente la sensation de chaleur, mais il faut également intégrer ces aspects. Il y a beaucoup de travail à faire alors que nous sommes de plus en plus exposés au changement climatique, et il faut intégrer ces aspects plutôt que de les isoler. Depuis les inondations de 2013, il y a eu beaucoup de développements, tels que la bétonisation et la construction de routes, mais il faut prendre en compte le changement climatique de manière exponentielle. Dans le passé, nous avons eu des inondations majeures et dans les mois et les années à venir, nous en aurons encore. Cela progressera très rapidement, et il est vrai que la situation deviendra de plus en plus grave », Vassen Kaupaymuthoo.



Post 1^{er} mai

Navin Ramgoolam : « Nos mesures ont été très bien accueillies »



« Notre meeting du 1^{er} mai a eu un succès indéniable. Personne ne peut dire le contraire. Et ce, malgré tous les bâtons qu'on nous a mis dans les roues ». C'est en ces termes que le Dr Navin Ramgoolam leader de l'alliance PTr-MMM-ND a démarré sa conférence de presse, hier. Il a ainsi énuméré tous les problèmes auxquels ils ont dû faire face, en passant par la coupure d'électricité à la municipalité de Port-Louis au moment des préparatifs la veille, l'arrêt des opérations du Metro Express, la location de tous les autobus par le gouvernement, l'intimidation exercée sur des employés ainsi que les moyens dépensés à « briani, la boisson et larzan enbas dans ene plastic ». « MSM ine fer so meeting dans ene couloir. Et nou ine fer nou meeting dans trois boulevards. Et nu ine gagne bocou plis dimoune ki li. La foule bien miste kot nou, ena madames, jeunes, moins jeunes, tou communautés présents. Alle guet kot zot », a lancé le leader du PTr. Il a vertement critiqué le discours de Pravind Jugnauth et ses insultes contre les femmes. Et d'ajouter que « Pravind Jugnauth so programme c'est zis empes Navin Ramgoolam vine Premier ministre ».

Navin Ramgoolam affirme que l'alliance PTr-MMM-ND s'est démarquée de celle de Vacoas, en dévoilant des mesures qui visent à résoudre les problèmes des Mauriciens liés au pouvoir d'achat, l'économie, la jeunesse et la démocratie, entre autres. « Nou fine koz l'avenir. Zot fine koz le passé. Ce sont des hommes du passé.

Zot désespéré », a-t-il renchérit. Il estime que les Mauriciens ont été très réceptifs aux mesures annoncées. Et de souligner que ce ne sont que les mesures phares du programme de l'alliance PTr-MMM-ND et que celui-ci en comprendrait bien d'autres. Il a précisé, dans la même foulée, n'avoir pas mentionné des mesures qui ont déjà été annoncées, comme son engagement d'amender l'ICT Act pour qu'elle ne sévisse plus contre les internautes, même si ces derniers sont critiques à l'égard du gouvernement. « Nos mesures ont été très bien accueillies », a-t-il révélé, en soutenant que « nou pe continué travaille lor bane mesures ». « Nou pa kone l'état des finances actuellement, mais nou pou implémente bane mesures », a insisté Navin Ramgoolam en arguant qu'il travaille sur le mode de financement de ces mesures.

À partir de là, a poursuivi le Dr Ramgoolam, l'alliance PTr-MMM-ND complètera son programme électoral, finalisera sa liste de candidats et organisera des activités conjointes par circonscription. Il a aussi annoncé la célébration de l'arrivée des travailleurs engagés le 2 novembre prochain à Antoinette, à Rivière-du-Rempart. En ce qu'il s'agit du réenregistrement des SIM Cards, Navin Ramgoolam a souhaité, bien qu'il ne s'ingère pas dans les affaires judiciaires, que le jugement soit rendu après la tenue des élections générales en raison de la « grosse méfiance » entourant cet exercice. « Avec données SIM Card, tou bane data ki ena, zot pa pou bizin Computer

Room. Nu deza au courant de sa », a avancé Navin Ramgoolam. D'où son appel à la Cour suprême pour réserver son jugement tant que les élections n'auront pas lieu. « MSM ine fini tassé. Sel façon ki li gagne élections la, c'est triqué, coquin ».

« Nous allons vers la victoire »

Intervenant à son tour, Richard Duval, un des dirigeants du Nouveaux Démocrates, se dit non seulement « très touché » mais aussi « très impressionné » par la marée humaine qui a envahi la rue SSR, qui est symbolique, malgré toutes les mesures répressives. « Les Mauriciens ont démontré leur résistance au dominère », a-t-il affirmé. « Nou pane vine lor l'estrade pou vine critiqué. Nou pa pe dormi kuma certains pe fer croire », a-t-il ajouté, en remerciant les Mauriciens pour la confiance placée en eux. « Premier zafer zot kozé, Navin Ramgoolam. Deuxième zafer, navin Ramgoolam. Troisième zafer, Navin Ramgoolam », a-t-il ironisé, en appelant les Mauriciens à prendre leur destin en main. Il n'a pas manqué de remercier ses mandants, les « vrais Joe » ainsi que les dirigeants, les députés et les membres de l'alliance PTr-MMM-ND. Il a aussi annoncé une série d'activités qui seront organisées le 5 mai pour commémorer la mort de Sir Gaëtan Duval, décédé le 5 mai 1996.

Paul Bérenger a, pour sa part, affirmé que l'alliance PTr-MMM-ND a remporté de « très loin » la bataille du 1^{er} mai, malgré tous les sabotages.

« Nous allons vers la victoire », s'est-il empressé d'ajouter. « Pe dépasse tou limites, pe saboté, pe sabote la démocratie plus que jamais », a déploré le leader du MMM. Mais il dit maintenant regarder vers l'avenir. Outre de célébrer ensemble l'arrivée des travailleurs engagés le 2 novembre prochain, il a également abondé dans le même sens que Navin Ramgoolam en confirmant une accélération en ce qu'il s'agit de l'élaboration de leur programme électoral. Il a, par ailleurs, annoncé le boycott des deux projets de loi sur l'amendement de la Constitution et le financement des partis politiques par les députés de l'opposition. « Ce projet de loi pour amender la Constitution est un mort-né, un non-starter. Ils savent qu'ils ne pourront le faire puisqu'ils n'ont pas une majorité de trois-quarts. Zot pe fer sa zis pou Sali Navin et pou fer zot bane travay malpropre et quand zot fer sa zot pa respecté la Constitution. Li indécent ! », a-t-il fustigé.

Paul Bérenger s'est aussi attardé sur le trucage des questions parlementaires, en violant l'accord signé par le gouvernement et l'opposition en 2022. « Ils l'ont changé derrière notre dos. C'est une honte. C'est un viol de la démocratie. Et c'est un viol de l'accord qu'ils ont eux-mêmes signé », a-t-il martelé. Il s'est associé à Navin Ramgoolam en lançant également un appel à la Cour suprême pour que le jugement dans l'affaire du réenregistrement des cartes SIM soit rendu après les élections.

Classement RSF 2024

Liberté de la presse en péril : Les défis mondiaux et les obstacles persistants à Maurice

Le rapport de Reporters Sans Frontières (RSF) pour l'année 2024 révèle une augmentation significative des pressions sur les médias à l'échelle mondiale, particulièrement accentuée par le contexte des élections qui touchent près de la moitié de la population mondiale cette année. RSF met en évidence une détérioration inquiétante du soutien et du respect de l'autonomie des médias, ainsi qu'une hausse des actes de censure, de propagande et de désinformation orchestrés par les gouvernements et les acteurs politiques. Ces tendances préoccupantes se manifestent dans de nombreux pays, de l'Argentine au Sahel en passant par l'Europe de l'Est et l'Asie centrale. De plus, RSF met en garde contre l'utilisation croissante de technologies telles que l'intelligence artificielle générative pour propager la désinformation. Malgré quelques améliorations notables dans certains pays, le rapport souligne la nécessité impérieuse d'une action politique concertée pour garantir la liberté de la presse à l'échelle mondiale.

En ce qui concerne la situation à Maurice, le rapport souligne des défis persistants pour les journalistes. Bien que le pays ait enregistré une légère amélioration dans certains domaines, passant de la 63e place en 2023 à la 57e place en 2024 sur l'indice mondial de RSF, avec une augmentation marginale de son score global, la situation des médias reste préoccupante. RSF met en lumière une division nette dans le paysage médiatique mauricien, entre les médias politisés propageant la propagande gouvernementale et ceux pro-opposition marginalisés, ainsi que les médias indépendants, bien que libres en ton, souvent sujets au sensationnalisme, compromettant ainsi la qualité de l'information. Les médias sérieux et fiables ont du mal à trouver leur place dans ce contexte. RSF souligne également le contrôle exercé par le pouvoir politique sur la 'Mauritius Broadcasting Corporation' (MBC), le manque d'indépendance réglementaire et législative, ainsi que les menaces croissantes et les actes d'intimidation envers les journalistes, en particulier les attaques en ligne.

Parole libérée, planète protégée :

L'Université de Technologie de Maurice réunit étudiants, journalistes et professionnels de la communication



À l'occasion de la Journée mondiale de la Liberté de la presse, célébrée le 3 mai, l'Université de Technologie de Maurice (UTM) a organisé un atelier sur le thème « Un journalisme pour la planète : le rôle des médias face à la crise environnementale ». Cet atelier a réuni des étudiants de l'université, des représentants des services de communication ainsi que les médias.

Fadya Nazirkhan, chargée de cours en communication souligne, pour sa part, l'urgence d'un journalisme d'investigation et rigoureux face à la crise environnementale. « À l'heure où la désinformation prolifère, la liberté de la presse devient le rempart contre les manipulations et le désintéressement. C'est par un travail journalistique sans faille, exposant les réalités parfois dérangeantes de l'urgence climatique, que nous pourrions éclairer les consciences et mobiliser les

acteurs du changement pour un avenir durable », affirme-t-elle.

Lors de cet atelier de travail, Jenna Ramoo, journaliste au Défi Media Group, a été invitée à partager sa riche expérience sur le terrain. Nathan Carr, Chief of Staff et Head of Legal & Sustainability, ainsi que Ajay Angoteea, Head of Sustainable Financing & DFIs Coverage chez Absa Maurice ont également apporté leur éclairage sur les défis et les opportunités de communication liée à la durabilité environnementale.

L'atelier a porté sur le rôle crucial des médias dans la sensibilisation du public aux questions environnementales. Les discussions ont notamment porté sur les moyens de couvrir efficacement les questions liées au changement climatique tout en veillant à l'exactitude et à l'équilibre des informations.

Ashok Beeharry, à travers le Media Trust, à la rescousse de la MBC

C'est une prise de position inhabituelle qui a surpris tout le monde dans la presse. Le Media Trust, chargé d'organiser des séances de formation à l'intention des membres de la presse, a réagi, par le biais de son président Ashok Beeharry, à l'expulsion de l'équipe de la MBC du meeting de l'opposition à Port-Louis le 1^{er} mai. « Le Media Trust a pris connaissance des incidents malheureux lors d'un rassemblement politique hier à Port-Louis durant lesquels des journalistes et cameramen ont été intimidés et menacés par des partisans, sous provocation. Le Media Trust condamne sans réserve ces attaques contre des employés de presse », a écrit Ashok Beeharry dans un communiqué émis à la presse.

Or, le Media Trust n'a jamais défendu des journalistes impliqués dans des incidents ou qui ont été malmenés, agressés ou font l'objet d'attaques et de menaces dans le passé. Et ce, même lorsque certains journalistes en ont fait la demande. L'argument avancé, c'est que le Media Trust n'est pas un syndicat de la presse ou des journalistes et que son rôle se limite à la formation uniquement. Ainsi, le Media Trust n'a pas réagi, par exemple, quand le nom de certains journalistes, et pas des moindres, ont figuré sur des 'Hit List', leur poussant à porter plainte pour leur

sécurité. Le Media Trust n'a pas réagi non plus quand des journalistes ont été priés de quitter des conférences de presse gouvernementales ou boycottés à des événements gouvernementaux. Et même quand une 'Senior Journalist' de la MBC a été suspendue après un incident avec le député Kenny Dhunnoo, le Media Trust n'a pas élevé la voix. Il l'a encore moins fait lorsque le Premier ministre s'en est pris ouvertement à des journalistes.

Ashok Beeharry, qui évoque ses devoirs professionnels et sa liberté de conscience pour justifier sa présence au meeting du gouvernement à Vacoas le 1^{er} mai, aurait-il émis un communiqué pour défendre l'équipe concernée si celle-ci n'impliquait pas des employés de la MBC, dont il fait partie ? Ashok Beeharry aurait-il émis un communiqué si ces incidents n'avaient pas eu lieu au meeting de l'opposition à Port-Louis ? Plus important, Ashok Beeharry en fera-t-il de même si demain, d'autres journalistes d'autres rédactions sont malmenés, intimidés ou agressés dans l'exercice de leurs fonctions ? Les yeux seront rivés sur lui. Car sinon, il sera accusé d'avoir abusé de sa position non seulement pour défendre la MBC qui l'emploie, d'où un conflit d'intérêts, mais aussi d'avoir indirectement fait le jeu du gouvernement dont il est un ardent défenseur.

Travaux parlementaires

Inondations, saisie de drogues et Silverbank au menu

Lors de la séance des travaux parlementaires de mardi prochain, le député du Mouvement Militant Mauricien (MMM), Reza Uteem, interrogera le Premier ministre pour connaître la quantité de drogue saisie lors des raids effectués aux 'rave parties', et le nombre de personnes arrêtées depuis mai 2023, la valeur des drogues et si la police a objecté à leur libération sous caution.

Par ailleurs, le ministre des Finances, de la Planification économique et du Développement aura aussi à répondre à une question du même député, qui s'intéresse au 'protocole amending convention' signé entre l'Inde et Maurice concernant la 'double taxation', et veut connaître d'autres détails relatifs à ce sujet.

Reza Uteem questionnera également le ministre des Infrastructures nationales et du Développement communautaire pour connaître le nombre de maisons, dans les 'flood prone areas', qui ont fait face aux récentes inondations, et si des mesures ont été prises pour remédier à la situation.

Le député travailliste du no. 2, Osman Mahomed comptera, lui, interroger le Premier ministre sur le décès d'un jeune de 23 ans à Pailles le 5 avril dernier. Les proches de ce dernier avaient fait état dans la presse de plusieurs zones d'ombre sur sa mort et avaient dénoncé l'inertie de la police. Osman Mahomed

veut ainsi savoir si la police de Pailles est en présence d'une représentation mettant en cause les causes du décès du jeune homme suivant le rapport de l'autopsie et si tel est le cas, les actions envisagées par la police.

Pour sa part, la députée du MMM Karen Foo Kune-Bacha interrogera le ministre Bobby Hureeram, concernant les actions que les autorités prendront à Camp-Berthelot et à Chebel, dans le sillage des inondations du 21 avril. De plus, la députée du Mouvement Socialiste Militant Joanne Tour, envisage d'interroger le même ministre sur les travaux de réhabilitation concernant le pont dans la région de Vallée-des-Prêtres.

Le même ministre sera interrogé sur les contrats accordés par la 'Drain Infrastructure Co. Ltd'.

De son côté, Xavier-Luc Duval, ancien leader de l'opposition, veut avoir des détails concernant les pertes enregistrées par 'Mauritius Multisports Infrastructure Ltd' depuis sa création. Il interpellera le ministre des Sports, Stephan Toussaint, sur ce sujet et sur le complexe sportif de Côte-d'Or.

Quant au député du Parti Travailleur Arvin Boolell, il abordera le dossier controversé de la 'Silverbank'. Il sollicitera le ministre des Finances pour avoir des détails sur les conditions dans lesquelles ladite banque a été placée sous tutelle par les autorités.

Victoria Urban Terminal

Quand le ras-le-bol des marchands atteint son paroxysme

Le calvaire des marchands du Victoria Urban Terminal (VUT) semble interminable. Ces derniers affirment être harcelés par les employés municipaux, qui les pousseraient à chercher fortune ailleurs. En effet, les autorités auraient décidé d'attribuer une partie de leurs emplacements à la 'National Transport Authority' (NTA).

Les marchands contactés font savoir qu'ils doivent libérer les emplacements, bien qu'ils aient signé un contrat et qu'ils s'acquittent d'une mensualité à la fin de chaque mois. Pour eux, c'est inadmissible. « Nous nepli koner kot pou ale travaille », se lamentent-ils.

« Il est hors de question que nous quittions les lieux alors que nous avons signé un contrat avec la municipalité », lancent-ils. « Sous oken prétexte nous pas le aller ! Ene contrat pas ene simple bout papier ki finn donne

nous », ajoutent-ils. « C'est inacceptable et injuste », martèlent-ils.

Le député Osman Mahomed trouve la situation scandaleuse. Il qualifie l'attitude des décideurs envers les marchands de malhonnête. « Après avoir déplacé les marchands ambulants des rues de Port-Louis pour les reloger dans un endroit décent, nous agissons de manière inacceptable envers eux », déclare le député du Parti travailliste.

Le député ne compte pas lâcher prise sur cette affaire et prévoit de poser une question à ce sujet au vice-Premier ministre Anwar Husnoo à l'Assemblée nationale la semaine prochaine. Il trouve aberrant que le gouvernement ne respecte pas ses engagements envers ces marchands. Selon lui, la construction du VUT visait à leur donner un nouvel élan, mais il semble que cela n'ait pas été le cas.



Consultations pré-budgétaires 2024-2025

Pottayah Kuppan fait plusieurs propositions pour les personnes âgées

Dans le cadre des consultations pré-budgétaires 2024-2025, le président de la 'Senior Citizen Federation', Pottaya Kuppan, a fait plusieurs propositions en faveur des seniors. Il réclame d'abord la décentralisation des célébrations de la Journée internationale des personnes âgées, qui est célébrée chaque 1^{er} octobre. « Cette journée doit être célébrée dans plusieurs endroits du pays », demande-t-il.

Mettant l'accent sur la hausse des prix des médicaments et du coût de la vie, l'ancien président du SILU /UASI réclame une hausse de la pension de vieillesse, soit Rs 16 000 pour les personnes âgées de 70 ans et plus, Rs 18 000 pour les 80 ans et plus, Rs 20 000 pour les 90 ans et plus, et Rs 30 000 pour les 100 ans et plus. Pottayah Kuppan a aussi mis l'emphase sur l'importance d'une 'medical insurance'. D'autre part, il réclame un hôpital gériatrique dans la cour de l'hôpital de Souillac.

Par ailleurs, l'habitant du sud souhaite que le ministère des Finances fasse provision d'un 'locker' pour les enfants dans les établissements scolaires du pays. D'autres propositions du président de la 'Senior Citizen Federation' concernent le nettoyage des drains, l'augmentation des autobus, un 'shelter' et 'sport complexe' au SWC Chemin Grenier, la construction d'un nouveau pont à Souillac, des unités du logement pour les gens nécessiteux à Chemin Grenier et une augmentation du nombre d'ambulances pour les habitants du sud.

Pottayah Kuppan propose aussi que la 'main road' de Chemin Grenier-St Félix-Rivière des Galets soit concertée en 'one way'. Le président de la SCF sollicite une rencontre avec le ministre des Finances, de la Planification économique et du Développement, afin d'évoquer l'importance de ses propositions pour le bien-être des personnes âgées, dont celles du sud du pays.

Swimmers of Plaine-Verte

Last Sunday, the beach of Grand Bay offered an unusual attraction, a large crowd, seated in groups around tables laden with refreshments, their voices being drowned by music blaring from powerful loudspeakers and all their eyes turned towards the waters in expectation. With a few questions, I understood that the eyes were searching for heads of the arrival of the first swimming competitors of the race from Pereybere to Grand-Bay.

A loud applause welcomed the first swimmer. He was a foreigner. He was followed by several others. The wait was going to be long. There were close to a hundred still to arrive. Those hundred represented to a large extent the future of Mauritius. I learned from a "Khala" seated on the sand and feeding a few months old baby that she was from Plaine-Verte and that her son had brought about fifty participants, the youngest one taking the plunge was only eight years old, or should we say, eight years young. Another team from Vallee-Pitot was also participating and several proud mothers were waiting in the shade of the filao trees to hug their sons who would emerge from the water.

Plaine-Verte, which includes Vallee-Pitot too in the minds of many Mauritians, is famous for the wrong reasons very often. And these wrong reasons overshadow the fact that each year this region produces HSC laureates and a couple of its charitable organisations provide free mortuary services to the whole of the island while others feed daily needy families. These wrong reasons make the karate and tennis table champions of this Port-Louis resilient outskirts fade into oblivion. And those hundred swimmers formed at the local Municipal swimming

pool are racing into the sea to have eyes focused away from negative stereotypes. They may have taken over the practice of Le Goulet Swimming Club famous for its activities in the 70s. And the Municipality of Port-Louis should be given recognition for providing the tools for social change.

I started to wonder whether those ordinary looking mothers were conscious of the constructive role their families were playing in nation building. Has it crossed their minds that swimming, as all sports, provides entertainment, encourages discipline, key to all success, teamwork that fosters unity and solidarity that pulls down communal or ethnic barriers and discrimination and leads to the unity of a nation. Did these mothers realise that swimming would form a healthy generation and, in their perseverance to win a medal, they would acquire life skills like fair play to become responsible citizens? During training, these youths would be engaged in their community and their success would make them role models and divert the attention of their fans from the ills that are ravaging lives in this country, to engage in a healthy way of living?

We have to appreciate that this valiant group should be commended for their contribution to form what used to be called during our 60s school days "mens sana in corpore sano". Kudos to those housewives, whose motivations may be a mystery to many social scientists and who may, like le Bourgeois gentilhomme, "parler le vers sans le savoir". Kudos to these brave ladies who are using their offsprings as bricks to build a

Mauritian nation of our dreams. These are the unsung heroes about whom we should talk often to promote physical activities that would distract our youths from the curse of idleness and become the prey of drugs and other delinquencies.

■ By Dawood Auleear

JUMMAH MASJEED MADRASSAH
 Rose Belle
 Vous invite à la célébration de
EID MILAAD-UN-NABI (عید المیلاد النبی)
& REMISE DE PRIX

Urs Shareef
 HAZRAT ALLAMAH SHAH AHMAD NOORANI SIDDIQUI QUADRI
 HAZRAT ALLAMAH HAFIZ-O-QARI AHMAD BASHIR KEENOO

DIM 05 MAY 2024
8.45 a.m. à 12:00 p.m
 Au :-
Auditorium de Sookdeo Bisoondoyal S.S.S
 (Chemin la Chapelle - Rose Belle)

Programme :-
 Teelawat-e-Quran, Naat Shareef,
 Sketch, Salaam & Duah

Message par :-
 Maulana Fayyaz Ahmad Naeemi
 Maulana Shamim Khodadin
 Bhai Nisar Ramtullah
 et d'autre Ulemah-e-Kiraam

Nous espérons d'être honorées par votre présence.
INVITATION À TOUS

La fête du Travail, la dignité des travailleurs et l'Islam

Cette année, la fête du Travail sera célébrée avec des manifestations, surtout politiques et très peu syndicales. Néanmoins, la fête du 1er mai ne perd jamais de son importance, elle rend hommage aux réalisations sociales et économiques des travailleurs, ainsi qu'à la reconnaissance que le pays a gagnée avec leurs contributions diligentes. Cette idée s'est répandue avec la croissance de nombreuses organisations syndicales.

À l'avènement de l'Islam, la dignité du travail était l'un de ses atouts, lorsque des esclaves ont acquis le même honneur que les élites de Médine. L'Islam n'a pas instauré de jours fériés. Il a tracé un mode de vie qui exigeait le respect des droits des travailleurs. Dieu n'a pas laissé aux musulmans le choix d'agir autrement. Dieu a rendu obligatoire de servir ceux qui nous servent, indépendamment de la race et de la religion, de la caste et de la croyance.

Bien que l'on puisse mépriser l'institution de l'esclavage, ironiquement, les esclaves à l'époque du Prophète (PSSL) jouissaient d'une dignité et de droits bien supérieurs à la plupart de nos serviteurs ou travailleurs aujourd'hui. L'Islam n'autorisait personne à réduire un homme libre en esclavage. Seuls les prisonniers

de guerre étaient pris comme esclaves. Leur captivité était telle qu'ils n'étaient ni enfermés ni enchaînés. Ils avaient une certaine liberté de mouvement et étaient autorisés à s'intégrer dans la société.

Les droits prescrits pour les esclaves s'appliquent à tous ceux qui sont employés par nous aujourd'hui. Examinons quelques-unes des normes



remarquables d'humanité établies par les premiers musulmans. Il était courant pour de nombreux compagnons du Prophète de libérer des esclaves. Les esclaves dans le temps du Prophète jouissaient de beaucoup plus de dignité et de droits que la plupart de nos serviteurs ou travailleurs d'aujourd'hui. Les plus éminents parmi eux étaient Abu Bakr (RA), Usman Ghani (RA), Abdur Rahman Ibn Awf (RA) et Abdullah Ibn Umar (RA) - ils achetaient et affranchissaient

des esclaves persécutés après leur conversion à l'Islam. On dit que certains compagnons du Prophète libéraient 8000 esclaves par jour. Le Prophète ordonna que les esclaves soient bien traités, bien habillés et bien nourris. Il a également insisté pour qu'on leur enseigne. En conséquence, beaucoup sont devenus érudits, transmetteurs de Hadith, Imaam

et commandants dans l'armée musulmane. Parmi eux, Salman Al-Farsi, Zaid Ibn Harith, Usamah Ibn Zaid et Bilal Ibn Rabah.

L'Islam garantit les droits des travailleurs. L'Islam respecte toutes sortes de travail pour assurer son gagne-pain tant qu'il n'y a pas d'injustice. Gagner sa vie grâce à un travail décent n'est pas seulement un devoir, mais aussi une grande vertu. Il y a deux principes de base énoncés dans le Saint Coran et les Hadith pour les

employeurs ainsi que les employés. L'employeur doit payer entièrement pour les services rendus et l'employé doit travailler fidèlement et honnêtement. L'Islam donne des indications sur l'attitude des employeurs pour l'égalité de traitement avec les serviteurs et les subordonnés.

Malheureusement, de nos jours, certaines pratiques extrêmement méprisables à l'égard de nos travailleurs de la société doivent être consciemment éliminées - les dénigrer, constamment les narguer, trouver des excuses minimales pour les gronder, les accuser de mentir, surtout s'ils ne se présentent pas au travail, instantanément les soupçonner de vol dès que certains objets disparaissent, les servir dans des ustensiles gardés séparément, leur passer nos haillons et chiffons déchirés pour les habiller, leur rappeler sans cesse des faveurs sans valeur, les abuser.

Le Prophète Mohammed disait toujours : « Vos employés sont vos frères sur lesquels Dieu vous a donné autorité ; donc si un musulman emploie quelqu'un, il devra le nourrir avec le même type de nourriture que celle qu'il mange et l'habiller avec le même type de vêtements que ceux qu'il porte. Vous ne devriez pas le surcharger avec ce qu'il ne peut supporter. Et si vous le



Par Bashir Nuckchady

faites, aidez-le dans son travail. Vous devez payer l'ouvrier de son salaire avant que sa sueur ne sèche, et quiconque emploie quelqu'un pour travailler pour lui, il doit préciser son salaire à l'avance. »

Aujourd'hui, libérer des esclaves équivaut à libérer les travailleurs du fardeau des dettes, ou à se porter garants pour des prêts sans intérêt, facilitant aussi la libération des prisonniers, etc.

Nulle part dans les annales de l'histoire nous trouvons un meilleur exemple de dignité humaine et d'égalité que dans l'Islam. Ce dont nous avons besoin, c'est de suivre strictement le Coran et la Sunna du Prophète. Aucune autre fête ne peut établir la dignité et les droits des travailleurs dans une société que la fête du travail. Nous devrions tous être conscients que le Créateur nous regarde, et Il n'apprécie jamais les injustices faites à Ses créations !

Bénéfices de la Surah Qaaf (S 50)

La Surah Qaaf est la 50ème Surah du Saint Qur'aan. Le Saint Prophète (PSSL) la récitait très souvent. Parfois durant le sermon du vendredi, parfois dans la première Rakaate de Namaz Fajr. Par conséquent, c'est une Surah que le Saint Prophète (PSSL) récitait souvent.

Celui qui récite la Surah Qaaf 3 fois, puis souffle sur du Surma (Kohl) et l'utilise régulièrement pour ses yeux, jamais sa vue ne s'affaiblira.

Si une personne commence un nouvel emploi ou est transférée dans un nouveau département, et que ses collègues ne semblent pas accueillants pour une raison quelconque, et pire encore, s'ils la harcèlent constamment pour qu'elle démissionne, alors cette personne doit réciter cette Surah 11 fois par jour, pendant 11 jours. In Sha Allah, tous ses collègues changeront d'attitude

envers elle et deviendront ses amis, et il les dominera tous.

Si une personne souffre de fièvre et qu'aucun remède n'arrive à faire baisser sa température, alors elle doit, tout en continuant son traitement prescrit par le médecin, réciter cette Surah 3 fois chaque jour, souffler sur un peu d'eau et boire. In Sha Allah, ses médicaments feront effet et elle retrouvera vite sa santé.

La Surah Qaaf a été révélée à la Mecque et contient 45 versets au total.

Les 5 actions à accomplir au moment de se coucher

Il est rapporté que le Saint Prophète (PSSL) a dit une fois à Hazrat Ali (R.A) : « Ô Ali, accomplis chaque nuit cinq actions avant de t'endormir. »

1. Donne en charité 4000 dinars
2. Lis le Quraan Shareef en entier

3. Donne le prix du Paradis
4. Réconcilie deux frères ennemis
5. Accomplis un Hajj

Hazrat Ali (R.A) demanda : « Ô Prophète (PSSL) ! Comment est-ce possible pour moi d'accomplir les actions que vous avez recommandées ? Le Prophète (PSSL) répondit :

1. Lis 4 fois la Surah Fateha, c'est-à-dire Surah Alhamd. Sa récompense est équivalente à la récompense de donner en charité 4000 dinars, et cette récompense sera inscrite dans ton registre (Na'maa-e-Aa'maal).
2. Lis 3 fois Surah Ikhlâas (Qul houwallâhou Ahad), tu auras la récompense d'avoir lu le Qur'aan Shareef en entier.
3. Lis 3 fois Durood Shareef et paie ainsi le prix du Paradis.

4. Demande pardon à Allah (fais Istighfaar) dix fois, et tu auras ainsi la récompense d'avoir réconcilié deux frères ennemis.

5. Lis 4 fois le 3ème Kalima et tu auras la récompense d'avoir accompli un Hajj. {Kalima Tamjeed: Souhaanallâhi wal hamdu lillaahi wa laa ilaaha illallaahou wallâhou Akbar wa laa hawla wa laa quwwata illaa billaahil 'aliyyil 'azweem}.

Sur ce, Hazrat Ali (R.A) promit : « Ô Saint Prophète (PSSL), j'accomplirai chaque nuit ces actions avant de m'endormir.

■ Par Abdus Saboor Mohamed Saleh

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

L'OM devra l'emporter à Bergame pour disputer la finale à Dublin

Dans un Vélodrome des grands soirs, l'Olympique de Marseille et l'Atalanta Bergame se sont neutralisés sur le score de 1-1 suite à des buts de Scamacca et Mbemba. La qualification pour la grande finale de la C3 à Dublin se jouera jeudi prochain.

L'Olympique de Marseille n'a cette fois pas pu profiter d'un Vélodrome en feu pour enflammer la rencontre, et prendre une bonne option pour la qualification en finale. Mais tout reste à faire.

Pourtant bien muselé par Balerdi jusqu'à sa sortie à l'heure de jeu, l'inévitable Gianluca Scamacca, auteur de 16 buts cette saison, a rapidement ouvert le score en alignant parfaitement Pau Lopez suite à un oubli de marquage de la défense marseillaise.



Un but qui a refroidi le Vélodrome mais qui n'a pas découragé les Marseillais. Quelques minutes plus tard, c'est le meilleur buteur des défenseurs, Chancel Mbemba, qui est venu égaliser avec l'aide du poteau d'une magnifique frappe lointaine.

Aubameyang, meilleur buteur de la compétition, aurait pu doubler la marque s'il avait remporté son duel avec le gardien italien suite à une belle ouverture de Harit juste

avant la mi-temps.

En seconde période, l'OM a continué d'attaquer jusqu'à croire avoir fait le plus dur pendant quelques secondes, avant que l'arbitre n'annule logiquement le but d'Ismaila Sarr suite à une position de hors-jeu du passeur Luis Henrique au départ de l'action.

Ounahi, sur son premier ballon, a bien failli marquer un but aussi magnifique que décisif mais sa frappe en glissade est venue s'écraser sur la barre de Musso.

Si les Olympiens ont eu de nombreuses occasions, ils peuvent ressortir frustrés mais satisfaits d'encre avoir leur destin en main pour se qualifier pour la grande finale du 22 mai. Pour cela, il leur faudra créer l'exploit et s'imposer en terre bergamasque, jeudi prochain au Gewiss Stadium.



Lucas Hernandez souffre d'une rupture du ligament croisé du genou

Après sa sortie prématurée mercredi face à Dortmund avec le PSG, Lucas Hernandez souffre d'une rupture du ligament croisé du genou gauche et ne pourra pas disputer l'Euro 2024 avec l'équipe de France. Il ne devrait pas rejouer avant 2025.

Les pires prédictions pour Lucas Hernandez se sont réalisées. Le joueur a dû être remplacé en première mi-temps du match Borussia-PSG en raison d'une forte douleur au genou.

Le PSG a annoncé jeudi que le défenseur s'était rompu le ligament croisé du genou gauche. "Une IRM a confirmé le diagnostic posé par les médecins du club mercredi soir. Le joueur sera opéré dans les prochains jours", a indiqué le club de manière laconique.

Lucas Hernandez devra donc être éloigné des terrains pendant 6 à 7 mois. En d'autres termes, il manquera cette dernière partie de saison et l'Euro 2024 avec la France.

Le communiqué du PSG :

"Sorti sur blessure lors du match d'UEFA Champions League entre le Borussia Dortmund et le Paris Saint-Germain, Lucas Hernandez souffre d'une rupture du ligament croisé antérieur du genou gauche.

L'IRM pratiquée ce jour a confirmé le diagnostic établi par les médecins du club dès mercredi soir.

Le joueur va subir une intervention chirurgicale dans les prochains jours. Un nouveau point sera fait par la suite."

Tonali suspendu deux mois avec sursis par la Fédération anglaise

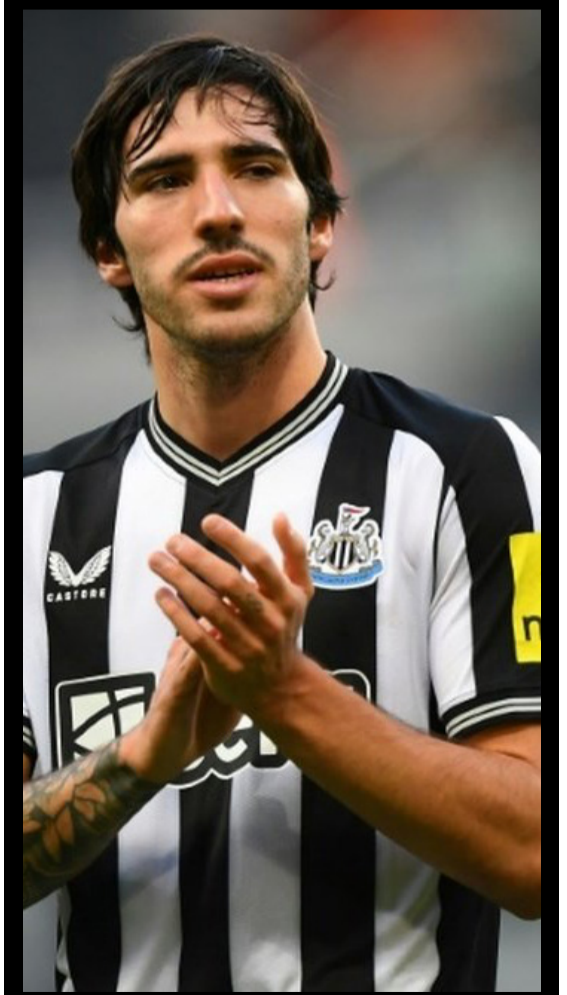
Sandro Tonali, joueur de Newcastle United, a été suspendu deux mois avec sursis jeudi pour avoir enfreint les règles de la FA en matière de paris. L'Italien purge actuellement une suspension de dix mois à compter d'octobre 2023 pour avoir enfreint les règles sur les paris pendant son séjour en Italie.

La FA a accusé Tonali d'avoir placé entre 40 et 50 paris sur le football après avoir rejoint Newcastle l'été dernier en provenance de Milan, dont quatre sur les résultats du club anglais. Le milieu de terrain italien, qui a reconnu les faits qui lui sont reprochés, a parié en faveur de son équipe lors de quatre matches et a participé à trois d'entre eux.

Le montant total des paris de Tonali a dépassé les 100 000 euros. Tonali, qui devra payer une amende de 20 000 livres (près de 24 000 euros), n'aura pas à purger cette peine s'il ne récidive pas.

"Tonali entreprend un plan thérapeutique et éducatif avec l'assistance totale du club et continuera à s'entraîner avec ses coéquipiers", a déclaré Newcastle dans un communiqué.

Le joueur, qui a coûté près de 65 millions d'euros à Newcastle, pourra rejouer à partir du 27 août.



Ralf Rangnick refuse le Bayern Munich



Proche de rejoindre le banc du Bayern Munich, Ralf Rangnick a finalement décidé de poursuivre avec la sélection autrichienne, avec qui il disputera l'Euro-2024.

Ralf Rangnick restera sur le banc de la sélection autrichienne et ne prendra pas en charge le Bayern Munich. Il était en pourparlers avec le club bavarois pour succéder à Thomas Tuchel, qui s'en ira à la fin de la saison.

“Je suis de tout mon cœur le sélectionneur de l'équipe autrichienne. Cette tâche me procure une joie incroyable et je suis déterminé à continuer avec succès sur la voie que nous avons choisie. Je tiens expressément à souligner qu'il ne s'agit pas d'un rejet du FC Bayern, mais d'une décision

pour mon équipe et nos objectifs communs. Nous nous concentrons entièrement sur le Championnat d'Europe. Nous ferons tout notre possible pour aller le plus loin possible !”, a déclaré le coach de 65 ans ce jeudi matin.

Rangnick, qui a passé sept mois à la tête de Manchester United à titre intérimaire au cours de la saison 2021-22, dirigera désormais l'Autriche lors de l'Euro-2024 en Allemagne.

Xabi Alonso était le favori de la direction du Bayern avant d'annoncer qu'il restait au Bayer Leverkusen la saison prochaine, tandis que Julian Nagelsmann, qui a été licencié en mars 2023, a refusé de revenir et a signé un nouveau contrat avec l'Allemagne.



L'aventure de l'entraîneur Will Still à Reims prend brutalement fin

De prodige à paria. Promu entraîneur de Reims à seulement 30 ans avant de devenir un des personnages incontournables de la Ligue 1, Will Still n'a pas résisté à la mauvaise série de son club, qu'il a quitté jeudi.

“Il a été décidé que Will Still ainsi que son adjoint Nicolas Still se mettraient en retrait de leurs fonctions respectives dès aujourd'hui”, a écrit le club champenois dans un communiqué.

À seulement trois matches de la fin de la saison, cette séparation anticipée constitue une surprise dans la mesure où Reims n'est pas menacé par une possible relégation. En revanche, le club de la Marne ne devrait pas bouger du ventre mou du classement, alors qu'il ne lui reste que des matches difficiles: un déplacement à Brest (troisième), et la réception de Marseille (septième) puis Rennes (neuvième).

Surtout, les Rémois n'ont plus gagné

depuis six rencontres et viennent de subir trois défaites consécutives, la dernière, lourde et embarrassante, à Clermont (4-1), dernier de Ligue 1.

Will Still semblait de toute façon sur le départ, son nom ayant circulé dans diverses rumeurs de transferts cette année, la plupart du temps vers l'Angleterre, l'un des deux pays de l'entraîneur anglo-belge de 31 ans.

Franc et populaire

Mais cette rupture est brutale pour Still, qui avait jusqu'à présent connu une ascension fulgurante au sein du club. D'abord adjoint d'Oscar Garcia, Still avait été propulsé sur le banc par intérim en octobre 2022 après le départ de l'Espagnol, puis confirmé dans ses fonctions un mois plus tard, à seulement 30 ans et alors qu'il n'avait même pas son brevet d'entraîneur professionnel, grâce à une série de six matches sans défaite.

Ce n'était pourtant pas le plan initial des dirigeants rémois, qui souhaitaient trouver un autre technicien.

Le football français découvre alors ce jeune entraîneur aux idées audacieuses et aux déclarations franches, voire fracassantes. Will Still devient rapidement populaire à Reims et ailleurs en Ligue 1.

Les résultats suivent: son équipe termine douzième en 2022, puis onzième en 2023 grâce notamment à une série de 19 matches sans défaite qui pousse le club à prolonger Still jusqu'en 2025.

Mais le Stade de Reims ne progresse pas lors de la saison 2023-2024. Malgré un très bon début d'exercice - Reims est sixième et donc virtuellement européen jusqu'à la 19e journée - les joueurs de Will Still ne parviennent pas à battre les équipes mieux classées et les résultats s'essouffent.

Sans doute affaibli par les rumeurs de départ en début d'année, Still paie surtout la très mauvaise spirale de son équipe, que même sa popularité n'est pas parvenue à sauver. Il part avec son assistant et frère cadet Nicolas Still.

“Le Stade de Reims tient à remercier Will et Nicolas Still pour leur investissement et toutes ces belles émotions vécues ensemble”, a indiqué le président du club Jean-Pierre Caillot dans le communiqué. “Will a été l'un des acteurs du nouveau cycle initié en 2018, et a incontestablement permis au Stade de Reims de franchir encore un cap, notamment dans le contexte d'internationalisation du vestiaire”.

“Je serai éternellement reconnaissant envers le Stade de Reims ainsi que toutes les personnes impliquées de près ou de loin avec le club”, a commenté Will Still, cité dans le communiqué du club.

Jürgen Klopp, de retour à Dortmund en 2025 ?



Selon la presse britannique, Jürgen Klopp, qui quittera le banc de Liverpool à la fin de la saison, pourrait retourner au Borussia Dortmund, mais qu'en 2025, après une année sabbatique.

Il ne reste plus que trois matches avant que le règne de Jürgen Klopp à Liverpool, qui dure depuis près de neuf ans, ne prenne fin. L'Allemand a déclaré qu'il quittait le club parce qu'il n'avait plus d'énergie et qu'il souhaitait s'offrir un peu de repos.

Le plan de l'entraîneur est donc le même que lorsqu'il a quitté le Borussia Dortmund après sept ans à la fin de la saison 2014-15. Bien

sûr, cette période de repos n'a pas été longue - il est arrivé à Anfield en octobre de cette année-là - mais The Independent parle déjà d'un possible nouveau poste pour Klopp une fois son congé sabbatique terminé.

Le journal anglais affirme que le technicien de 56 ans reviendra au Borussia Dortmund, non pas en tant qu'entraîneur, mais à un poste technique, comme celui de directeur du football, qui serait créé explicitement pour lui.

Toutefois, il convient de noter que le contrat de l'actuel directeur sportif du Borussia, Sebastian Kehl, expire à la fin de la saison 2024/25.

Par conséquent, la même source affirme que Klopp pourrait remplir, ou du moins aider à remplir, les responsabilités que ce poste implique.

Le Borussia Dortmund est en demi-finale de la Ligue des champions et Klopp est le dernier entraîneur à avoir mené le club à ce stade de la compétition, en 2012/13, où il a atteint la finale, perdue contre le Bayern.

Avec le club de la Ruhr, Klopp a remporté la Bundesliga à deux reprises et a été le dernier entraîneur à mettre fin à l'hégémonie du Bayern sur la scène nationale, jusqu'à Xabi Alonso, qui l'a fait cette saison avec le Bayer Leverkusen.

Sancho "ne sait pas" s'il quittera MU à la fin de la saison

Prêté par Manchester United au Borussia Dortmund jusqu'à la fin de la saison, Jadon Sancho s'est montré évasif sur son avenir.

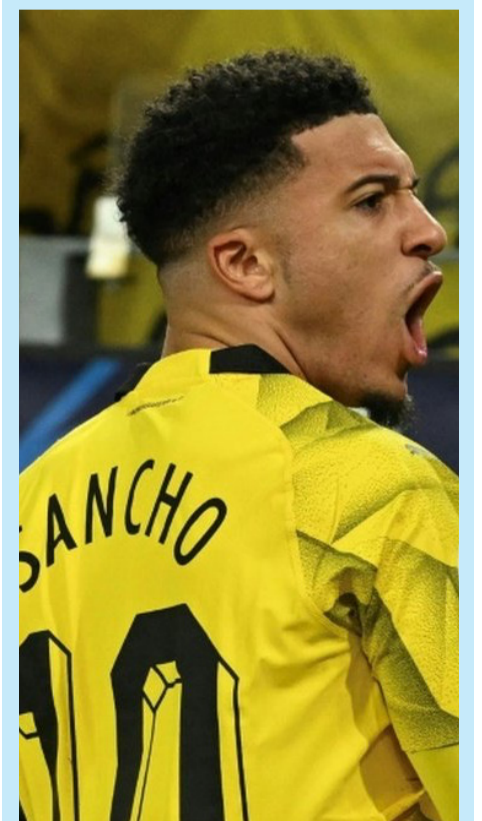
Jadon Sancho a déclaré qu'il "ne sait pas" s'il retournera à Manchester United la saison prochaine après la fin de son prêt au Borussia Dortmund.

L'ailier de 24 ans a été le joueur le plus en vue lors de la victoire (1-0) de Dortmund contre le Paris Saint-Germain en demi-finale aller de la Ligue des champions, mercredi.

Cependant, l'international anglais a minimisé toute suggestion de prolonger son séjour dans le club allemand. "Je ne sais vraiment pas, je me concentre sur le présent pour l'instant. Je prends les choses au fur et à mesure. J'espère que des performances comme celle d'aujourd'hui (contre le PSG) se poursuivront. J'apprécie les compliments."

Sancho a quitté les Red Devils sous forme de prêt en janvier après un désaccord public avec l'entraîneur Erik ten Hag en septembre 2023, qui l'a exclu de l'équipe première pendant la majeure partie de la saison.

Depuis qu'il a rejoint Dortmund, Sancho a disputé 17 matches toutes compétitions confondues, inscrivant trois buts et délivrant deux passes décisives.



Andriy Lunin vers une prolongation avec le Real Madrid



En fin de contrat en 2025, le gardien de but Andriy Lunin va prolonger avec le Real Madrid de trois ans supplémentaires, soit jusqu'en 2028.

Selon les informations de The Athletic, Andriy Lunin

est très proche de renouveler son contrat avec le Real Madrid jusqu'en 2028.

Cette même source indique que le club espagnol et le gardien de but sont déjà aux dernières étapes des négociations en vue d'une

prolongation. Son bail actuel expire en 2025.

Avec cette prolongation, l'Ukrainien devrait voir son salaire augmenter considérablement, une belle récompense après son incroyable saison durant

laquelle il a enchaîné les grosses performances.

Lunin a disputé 29 matches cette saison, encaissant 27 buts, mais il a réussi à garder ses cages inviolées à 12 reprises (10 en Liga, 2 en Ligue des champions).

Premier League

Liverpool fera face à Tottenham

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera à l'Anfield (Liverpool) sera donné le dimanche 5 mai 2024 à 19h30. Avant la rencontre, Liverpool est classé à la 3ème place du Championnat d'Angleterre et Tottenham à la 5ème. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 171 fois depuis 1909, le dernier match entre les deux formations a été remporté par Tottenham le samedi 30 septembre 2023 (Championnat d'Angleterre - 7e journée : 2-1).

Liverpool se lance dans cette confrontation après avoir décroché un nul face à West Ham en Premier League qui s'est terminé sur le score de 2-2.

Lors de la rencontre précédente, Liverpool avait enregistré un taux de possession de balle de 71% et 28 tentatives de tir au but dont 8 cadrés. Andy Robertson (48') a été le seul à inscrire un but pour Liverpool. Leur adversaire, West Ham, a eu 12 tirs au but dont 9 cadrés. Jarrod Bowen (43'), Alphonse Areola (65' But contre son camp) et Michail Antonio (77') a marqué pour West Ham.

Ces derniers temps, Liverpool n'a pas souvent réussi à tenir 90 minutes sans prendre le moindre but. En fait, on remarque que Liverpool n'a pas défendu efficacement lors de 5 de ses 6 confrontations précédentes, offrant 9 buts par la même occasion.

Après sa défaite lors de son dernier face-à-face contre Chelsea en Premier League, Tottenham espère réaliser une bien meilleure prestation cette fois-ci.

Lors de la rencontre précédente, Tottenham affichait un taux de possession de balle de 62% et 19 tentatives de tir au but dont 3 cadrés. En face, Chelsea, a obtenu 16 tentatives de tir au but dont 5 cadrés. Trevoh Chalobah (24') et Nicolas Jackson (72') a marqué pour Chelsea.

Confirmant leur ferveur pour les matchs animés, les deux camps ont célébré des buts à 21 reprises lors des six dernières rencontres

dans lesquelles Tottenham Hotspur a joué, mettant une moyenne de 3.5 buts à chaque rendez-vous. Sur ce total, les équipes adverses en ont inscrit 13. Quand bien même, il nous reste à découvrir si cette règle va effectivement être observée lors de cette prochaine confrontation.

Avant de se lancer dans cette rencontre, Tottenham ne compte aucune victoire contre Liverpool lors des 12 duels précédents de championnat disputés en déplacement. De très mauvaises statistiques à l'extérieur.

Si on passe en revue leurs rencontres récentes, en allant jusqu'au 28/01/2021, on remarque que Liverpool a gagné 3 fois au cours de ces matchs, Tottenham a enregistré 1 succès et le total de duels où les deux équipes ont partagé l'enjeu s'élevait à 2.

Il y a eu également beaucoup de buts inscrits lors de ces matchs avec 23 sur l'ensemble des confrontations, ce

qui fait une moyenne de 3.83 buts par rencontre.

En championnat, le dernier duel qui opposait ces deux clubs a eu lieu lors de la 7ème journée de Premier League le 30/09/2023. Une rencontre qui s'est achevée sur le score de Tottenham Hotspur 2-1 Liverpool.

À cette occasion, Tottenham avait enregistré un taux de possession de balle de 65% et 24 tentatives de tir au but avec 8 cadrés. Heung-min Son (36') a été le seul joueur à marquer.

En face, Liverpool avait enregistré 12 tentatives de tir au but avec 4 cadrés. Cody Gakpo (45') et Joël Matip (96' But contre son camp) ont inscrit des buts.

L'entraîneur de Liverpool, Jürgen Klopp, devra laisser sur le banc Thiago, Conor Bradley, Ben Doak et Joel Matip.

Pour ce match, on prévoit que Liverpool décide d'entamer la

rencontre avec un schéma tactique en 4-3-3 et commence la partie avec Alisson, T. Alexander-Arnold, Jarell Quansah, Virgil Van Dijk, Andrew Robertson, Alexis Mac Allister, Wataru Endo, Ryan Gravenberch, Harvey Elliot, Cody Gakpo et Luis Díaz.

L'entraîneur de Tottenham, Ange Postecoglou, doit faire face à un grand nombre d'absences. Timo Werner, Ben Davies, Ryan Sessegnon, Manor Solomon, Fraser Forster et Destiny Udogie ne seront pas présents sur le terrain.

Il y a fort à parier que Tottenham mette en place une formation en 4-2-3-1 et aligne un onze de base composé de Guglielmo Vicario, Pedro Porro, Cristian Romero, Micky van de Ven, Emerson Royal, Pape Sarr, Yves Bissouma, Dejan Kulusevski, Brennan Johnson, Heung-Min Son et Richarlison.

